

Actualité > Flash actualité - Economie

ArcelorMittal: les syndicats s'interrogent et attendent Montebourg à Florange

Publié le 26.09.2012, 22h43

Recommander

Envoyer

Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

Tweeter 0

+1



Les responsables syndicaux d'ArcelorMittal à Florange (Moselle) attendaient jeudi après-midi avec inquiétude le ministre Arnaud Montebourg à qui, selon Libération, l'aciériste a confirmé la fermeture définitive de ses hauts-fourneaux en Lorraine. | [Jean-Christophe Verhaegen](#)



1/3

Les responsables syndicaux d'ArcelorMittal à Florange (Moselle) attendaient jeudi après-midi avec inquiétude le ministre [Arnaud Montebourg](#) à qui, selon Libération, l'aciériste a confirmé la fermeture définitive de ses hauts-fourneaux en Lorraine.

"Je pense que [Mittal](#) va annoncer, que pour lui, les fourneaux sont morts", a dit à RTL Edouard Martin, délégué Cfdt, qui "attend que le ministre continue avec nous le combat".

Le ministre du Redressement productif doit rencontrer les syndicalistes à la mairie de Florange à 15h30. En attendant, plusieurs dizaines de salariés bloquent l'entrée de l'usine depuis jeudi matin.

Selon le quotidien Libération paru jeudi, le sidérurgiste luxembourgeois a confirmé au [gouvernement](#) sa décision de fermer ses deux hauts-fourneaux à Florange. Mais, toujours

selon le journal, qui n'a pas cité ses sources, l'Etat travaille à un projet de reprise pour un euro symbolique.

ArcelorMittal accorderait un délai de "plusieurs mois" pendant lequel l'Etat serait chargé de trouver un repreneur pour la "filière chaude", le géant de l'acier gardant lui la "filière froide" de transformation du métal produit localement.

"Il est possible qu'un industriel international puisse être intéressé par cet outil, il y a quand même des grands groupes coréens, russes ou autres, qui souhaiteraient être implantés en Europe et Florange pourrait servir de pont pour vendre de l'acier en Europe", a commenté M. Martin, soulignant que le site était "viable et rentable".

"Au moment où la France va mal, il faut préserver ce qui va bien. J'attends qu'Arnaud Montebourg maintienne la pression, qu'il ait un discours de fermeté. (...) Mittal ne comprend que le rapport de force", a dit le syndicaliste.

Le haut-fourneau P3 est à l'arrêt depuis l'été 2011 et le P6, qui était le dernier en activité en Lorraine, depuis octobre 2011.

ArcelorMittal assure qu'ils n'ont été mis qu'en veille temporaire en raison d'une demande insuffisante d'acier en Europe. Cet arrêt entraîne du chômage partiel massif pour une grande partie des 2.500 salariés permanents du site, et pèse sur les nombreux sous-traitants.

La filière liquide (production d'acier à partir de minerai de fer et de coke) représente "570 emplois directs, mais c'est une activité avec laquelle le groupe a beaucoup sous-traité: en tout, cela concerne 1.000 emplois impactés", a souligné M. Martin, de la CFDT.

Pour les syndicalistes, "la cession uniquement de l'usine à chaud est un non-sens". "La spécificité de Florange, c'est le fait que ce soit un site intégré, c'est pour ça que ça marche", a estimé Yves Fabbri, de la CGT.

"La reprise, elle ne peut être que totale, tout le site: si on scinde en deux l'activité, c'est nul", a renchéri un autre leader CGT, Jean Mangin.

Le 10 septembre, la direction d'ArcelorMittal a refusé de démentir la possibilité d'un plan social dans ce site mosellan, après avoir annoncé début juillet projeter "une optimisation des fonctions support" de son activité d'aciers plats en Europe, ce que les syndicats ont interprété comme la menace de milliers de suppressions d'emplois.

Un comité central d'entreprise (CCE) extraordinaire est par ailleurs convoqué lundi matin au siège français du groupe à Saint-Denis (Seine-Saint Denis), avec un seul point à l'ordre du jour: "information sur la situation économique et industrielle d'ArcelorMittal Atlantique et Lorraine".

Un autre comité d'entreprise extraordinaire est prévu le lendemain, mardi, à Metz, ont par ailleurs indiqué à l'AFP plusieurs syndicalistes.

A Florange, les syndicats ont engagé un bras de fer avec la direction depuis février à coup d'occupation des locaux, de blocages du site et de manifestations en Lorraine ou à Paris.